

Au Journal officiel du 23 au 29 décembre 2016

Au Journal officiel du 23 au 29 décembre 2016

02/01/2017

Au Journal officiel du 23 au 29 décembre 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 23 décembre 2016 :

- Ordonnance n° 2016-1808 du 22 décembre 2016 relative à l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification du Code monétaire et financier ;*

Et décret n° 2016-1811 du 22 décembre 2016 relatif à l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base – *Entrée en vigueur six mois à compter de sa publication ;*

- Ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées – *Modification de plusieurs codes et textes non codifiés ;*
- Ordonnance n° 2016-1812 du 22 décembre 2016 relative à la lutte contre le tabagisme et à son adaptation et son extension à certaines collectivités d'outre-mer – *Modification du Code de la santé publique et de l'ordonnance n° 2016-623 du 19 mai 2016 ;*
- Ordonnance n° 2016-1823 du 22 décembre 2016 portant transposition de la directive 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur – *Modification du Code de la propriété intellectuelle, du Code du cinéma et du Code général des impôts ;*
- Décret n° 2016-1805 du 22 décembre 2016 *modifiant le décret n° 2003-1164 du 8 décembre 2003* portant création du comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme ;
- Décret n° 2016-1806 du 21 décembre 2016 relatif aux informations fiscales communiquées à l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs – *Modification du Livre des procédure fiscales ;*
- Décret n° 2016-1807 du 21 décembre 2016 *modifiant le décret n° 2012-103 [du 27 janvier 2012]* relatif à l'utilisation des ressources issues de la taxe instituée par l'article 1519 B du Code général des impôts ;

-
- Décret n° 2016-1810 du 21 décembre 2016 portant fixation pour l'année 2016 du taux des abattements des bases d'impositions directes locales dont bénéficie La Poste au titre de sa mission d'aménagement du territoire – *Modification du Code général des impôts* ;
 - Décret n° 2016-1813 du 21 décembre 2016 relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du Code de l'action sociale et des familles* ;
 - Décret n° 2016-1817 du 22 décembre 2016 relatif aux élections aux conseils de l'ordre des avocats et au Conseil national des barreaux – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991* ;
 - Décret n° 2016-1818 du 22 décembre 2016 portant relèvement du salaire minimum de croissance – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017* ;
 - Décret n° 2016-1819 du 22 décembre 2016 relatif à l'élection du Président de la République – *Modification du Code électoral, du décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 et du décret n° 2005-1613 du 22 déc. 2005* ;
 - Décret n° 2016-1820 du 21 décembre 2016 *modifiant le titre II du livre V du Code rural et de la pêche maritime* relatif aux sociétés coopératives agricoles ;
 - Décret n° 2016-1821 du 21 décembre 2016 relatif aux constructions à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'État, de ses établissements publics ou des collectivités territoriales – *Entrée en vigueur le premier jour du cinquième mois suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté mentionné à l'article 3* ;
 - Décret n° 2016-1822 du 21 décembre 2016 fixant le contenu de la fiche synthétique de la copropriété prévue par l'article 8-2 de la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;
 - Décret n° 2016-1826 du 21 décembre 2016 relatif aux modalités de déclaration de l'engagement associatif bénévole dans le cadre du compte d'engagement citoyen – *Modification du Code du travail* ;
 - Arrêté du 9 décembre 2016 *précisant le décret n° 2016-1683 du 5 décembre 2016* fixant les règles et procédures concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, dites « norme commune de déclaration » ;
 - Arrêté du 15 décembre 2016 *modifiant le Code de procédure pénale* (quatrième partie : arrêtés) et relatif aux établissements pénitentiaires affectés à l'exécution des peines.

Au JO du 24 décembre 2016 :

- Loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de plusieurs codes et textes non codifiés* ;

- Loi n° 2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat – *Modification du Code de l'éducation* ;
- Décret n° 2016-1829 du 22 décembre 2016 relatif à certaines exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique et *modifiant le décret n° 2015-1405 du 5 novembre 2015* ;
- Arrêté du 7 décembre 2016 *modifiant l'arrêté du 19 décembre 2002* pris en application du décret n° 2002-1449 du 12 décembre 2002 modifiant le décret n° 92-1429 du 30 décembre 1992 pris pour l'application des articles 32 et 109 de la loi n° 92-677 du 17 juillet 1992 relative à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la Communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects et l'annexe III au Code général des impôts - *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017* ;
- Arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'indemnité forfaitaire destinée à couvrir les menues dépenses des conciliateurs de justice – *Abrogation de l'arrêté du 12 juin 2006* ;

Et arrêté du 21 décembre 2016 relatif aux conditions et modalités de remboursement des frais de déplacement des conciliateurs – *Abrogation de l'arrêté du 15 mai 1997* ;

- Arrêté du 22 décembre 2016 *modifiant l'arrêté du 29 juillet 1987* relatif aux plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré et des nouvelles aides de l'État en secteur locatif - *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017*.

Au JO du 27 décembre 2016 :

- Décret n° 2016-1840 du 23 décembre 2016 relatif au recyclage et au traitement des déchets issus des bateaux et navires de plaisance ou de sport – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 - Modification du Code de l'environnement* ;
- Décret n° 2016-1842 du 26 décembre 2016 relatif à l'Agence française pour la biodiversité - *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du Code de l'environnement, du Code de la santé publique, du Code rural et de la pêche maritime et de textes non codifiés* ;
- Décret n° 2016-1843 du 23 décembre 2016 *abrogeant le IV de l'article 6 de la loi n° 2014-1653 du 29 décembre 2014* de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 ;
- Décret n° 2016-1845 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions d'extraction, d'acquisition, de transmission et de conservation de contenus illicites mis en ligne par un moyen de communication électronique et pris en application de l'article 67 bis-1 du Code des douanes ;
- Décret n° 2016-1847 du 23 décembre 2016 autorisant la création de traitements automatisés de données à caractère personnel relatifs à la carte mobilité inclusion – *Modification du Code de l'action sociale et des familles – Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-319 du 13 octobre 2016* ;

Et décret n° 2016-1849 du 23 décembre 2016 relatif à la carte mobilité inclusion pris en application de l'article 107 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique et en application de l'article 2 de la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 relative à l'Imprimerie nationale - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2017 - Modification de plusieurs codes et d'un texte non codifié ;*

- Décret n° 2016-1848 du 23 décembre 2016 relatif à la formation des professionnels qui mettent un appareil de bronzage à disposition du public ou qui participent à cette mise à disposition – *Modification du décret n° 2013-1261 du 27 décembre 2013 ;*
- Décret n° 2016-1850 du 23 décembre 2016 relatif à l'insertion par l'activité économique des personnes détenues – *Modification du Code de procédure pénale ;*

Et décret n° 2016-1853 du 23 décembre 2016 relatif à l'implantation de structures d'insertion par l'activité économique en milieu pénitentiaire permettant l'accès des personnes détenues à l'insertion par l'activité économique - *Modification du Code de procédure pénale ;*

- Décret n° 2016-1851 du 23 décembre 2016 relatif à la désignation des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires dans certaines procédures relatives aux entreprises en difficulté et modifiant le Code de commerce - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières ;*
- Décret n° 2016-1852 du 23 décembre 2016 modifiant le décret n° 2014-1162 du 9 octobre 2014 relatif à la création de la « Plate-forme nationale des interceptions judiciaires » - *Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-383 du 8 décembre 2016 ;*
- Décret n° 2016-1855 du 23 décembre 2016 relatif au parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie et à la garantie jeunes - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2017 – Modification du Code du travail et abrogation de deux textes non codifiés ;*
- Décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Décret n° 2016-1859 du 23 décembre 2016 modifiant l'article R. 40-29 du Code de procédure pénale et relatif aux destinataires du traitement d'antécédents judiciaires - *Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-291 du 29 septembre 2016 ;*
- Décret n° 2016-1860 du 23 décembre 2016 relatif à la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel provenant des caméras individuelles des agents de la police nationale et des militaires de la gendarmerie nationale – *Modification du Code de la sécurité intérieure - Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-385 du 8 décembre 2016 ;*

Et décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions - *Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-386 du 8 décembre 2016 ;*

Et décret n° 2016-1862 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens – *Modification du décret n° 2000-1135 du 24 novembre 2000 - Entrée en vigueur le 1er janvier 2017 - Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-387 du 8 décembre 2016 ;*

- Décret n° 2016-1866 du 23 décembre 2016 relatif au délai au-delà duquel un demandeur reconnu prioritaire au titre du droit au logement opposable peut faire un recours devant la juridiction administrative en l'absence de proposition adaptée dans les départements comportant au moins une agglomération, ou une partie d'une agglomération, de plus de 300 000 habitants.

Au JO du 28 décembre 2016 :

- Loi n° 2016-1867 du 27 décembre 2016 relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de plusieurs codes et textes non codifiés ;*
- Arrêté du 23 décembre 2016 *modifiant l'arrêté du 2 février 2016* relatif à la formation et à l'examen de conducteur de voiture de transport avec chauffeur *et l'arrêté du 28 septembre 2016* modifiant l'arrêté du 2 février 2016 relatif à la formation et à l'examen de conducteur de voiture de transport avec chauffeur ;
- Décret n° 2016-1870 du 26 décembre 2016 relatif au service universel des communications électroniques – *Modification du Code des postes et des communications électroniques ;*
- Décret n° 2016-1871 du 26 décembre 2016 relatif au traitement de données à caractère personnel dénommé « système national des données de santé » - *Modification du Code de la santé publique - Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 - Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-216 du 13 octobre 2016 ;*
- Décret n° 2016-1872 du 26 décembre 2016 *modifiant le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005* pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-317 du 13 octobre 2016 ;*
- Décret n° 2016-1875 du 26 décembre 2016 relatif à la compétence territoriale des huissiers de justice – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du décret n° 56-222 du 29 février 1956 et du décret n° 75-770 du 14 août 1975 ;*
- Décret n° 2016-1876 du 27 décembre 2016 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières – Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2016-1877 du 27 décembre 2016 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des directions interrégionales des services pénitentiaires et de la mission des services pénitentiaires de l'outre-mer – *Modification du Code de procédure pénale ;*
- Arrêté du 22 décembre 2016 *modifiant l'annexe 8-5 au livre VIII du Code de commerce ;*
- Arrêté du 26 décembre 2016 portant homologation des règlements n° 2016-04 du 1er juillet 2016 , n° 2016-05 du 5 octobre 2016 , n° 2016-06 du 14 octobre 2016 , n° 2016-07 du 4 novembre 2016 , n° 2016-08 du 2 décembre 2016 , n° 2016-09 du 2 décembre 2016 , n° 2016-10 du 12 décembre 2016 , n° 2016-11 du 12 décembre 2016 , n° 2016-12 du 12

décembre 2016 de l'Autorité des normes comptables.

Au JO du 29 décembre 2016 :

- Loi n° 2016-1887 du 28 décembre 2016 relative à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle – *Modification du Code des transports et de l'ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 ;*
- Loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de plusieurs codes et textes non codifiés ;*
- Décret n° 2016-1890 du 27 décembre 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 8) - Modification du Code de l'environnement et du décret n° 2016-703 du 30 mai 2016 ;*
- Décret n° 2016-1891 du 27 décembre 2016 relatif au programme national visant à la réduction de l'usage des pesticides dans l'agriculture – *Modification du Code de l'environnement ;*
- Décret n° 2016-1893 du 28 décembre 2016 relatif aux dispositions du livre Ier, du livre IV, à l'exception de son titre IV, ainsi que des chapitres Ier et IV des titres Ier à IX du livre VII de la cinquième partie réglementaire du code des transports, et portant diverses mesures d'adaptation relatives à l'outre-mer – *Modification du Code des transports et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2016-1894 du 27 décembre 2016 relatif à l'organisation et au fonctionnement des chambres de commerce et d'industrie – *Modification du Code de commerce ;*
- Décret n° 2016-1895 du 28 décembre 2016 relatif aux activités de services à la personne – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 3) - Modification du Code du travail et du Code du travail applicable à Mayotte ;*
- Décret n° 2016-1896 du 27 décembre 2016 portant diverses dispositions relatives aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 12) – Modification de l'action sociale et des familles ;*

Et décret n° 2016-1898 du 27 décembre 2016 portant diverses dispositions relatives aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs - *Modification de l'action sociale et des familles ;*

- Décret n° 2016-1899 du 27 décembre 2016 relatif à la mise en œuvre du dispositif d'emploi accompagné et au financement du compte personnel de formation des travailleurs handicapés – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2016-1903 du 28 décembre 2016 relatif à la partie réglementaire du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Abrogation partielle de la partie réglementaire (décrets en Conseil d'Etat et décrets simples) du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et abrogation/modification de plusieurs textes non codifiés ;*

Et décret n° 2016-1904 du 28 décembre 2016 *modifiant l'article D. 321-1 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre – Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ;*

- Décret n° 2016-1905 du 27 décembre 2016 portant dispositions statutaires relatives à la magistrature pris en application de la loi organique n° 2016-1090 du 8 août 2016 - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification du Code de commerce et textes non codifiés ;*
- Décret n° 2016-1906 du 28 décembre 2016 relatif à la procédure d'homologation judiciaire des conventions parentales prévue à l'article 373-2-7 du Code civil – *Modification du Code de procédure civile ;*
- Décret n° 2016-1907 du 28 décembre 2016 relatif au divorce prévu à l'article 229-1 du Code civil et à diverses dispositions en matière successorale - *Modification de plusieurs codes et textes non codifiés ;*
- Décret n° 2016-1908 du 27 décembre 2016 relatif à la modernisation de la médecine du travail – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2016-1909 du 28 décembre 2016 relatif aux accords de préservation ou de développement de l'emploi mentionnés à l'article L. 2254-2 et suivants du Code du travail et au parcours d'accompagnement personnalisé – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2016-1910 du 27 décembre 2016 pris pour l'application de l'article L. 1611-10 du Code général des collectivités territoriales – *Modification du Code général des collectivités territoriales ;*
- Décret n° 2016-1913 du 27 décembre 2016 relatif au cahier des charges technique des dispositifs d'authentification unitaire des contenants de vins et de boissons spiritueuses bénéficiant d'une appellation d'origine – *Modification du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Décret n° 2016-1914 du 27 décembre 2016 *modifiant le décret n° 2005-240 du 14 mars 2005* relatif aux comptes du syndicat des copropriétaires – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ;*

Et arrêté du 27 décembre 2016 *modifiant l'arrêté du 14 mars 2005* relatif aux comptes du syndicat des copropriétaires – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ;*

- Arrêté du 21 décembre 2016 *modifiant le Code de procédure pénale* (quatrième partie : Arrêtés) et relatif aux établissements pénitentiaires affectés à l'exécution des peines - *Entrée en vigueur le 7 janvier 2017 ;*
- Arrêté du 27 décembre 2016 relatif aux conditions d'établissement et de transmission des certificats médicaux, rapports médicaux et avis mentionnés aux articles R. 313-22, R. 313-23 et R. 511-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- Arrêté du 28 décembre 2016 fixant le modèle de l'information délivrée aux enfants mineurs capables de discernement dans le cadre d'une procédure de divorce par consentement mutuel

par acte sous signature privée contresigné par avocats, déposé au rang des minutes d'un notaire – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA